

# LES CONFINS

RESISTANCE

AU

QUOTIDIEN



POUR NE PAS  
(RE)PAYER  
L'ADDITION.

DES CONFINS  
AU CŒUR DE LA  
FABRIQUE SOCIALE

CHRISTINE - S V E N

ROSETTA - Y V E S

WOJCIECH - JACQUES

ALBANE - RAKIA

MARIANE - EDOUARDO

ISMAËL - DOMINIQUE

JOËLLE - JACKIE

MIRANDA - SERGE

CEDRIC - ANNABEL

NAÏMA - EVELYNE

ANNIE - EDOUARDO...

**« JE SUIS ARRIVÉ À LA CONCLUSION QUE SI LES PUISSANTS DE LA TERRE  
SONT CAPABLES DE PROVOQUER LA MISÈRE, ILS SONT INCAPABLES D'EN  
SUPPORTER LA VUE. »**

BERTOLT BRECHT, L'OPÉRA DE QUAT'SOUS (1928)



© Pierre Vanneste

**POUR  
NE PAS  
(RE)PAYER  
L'ADDITION.**

Équipe du MOC Bruxelles & Équipes Populaires de Bruxelles

---

---

**« CELUI QUI A LE CONTRÔLE DU PASSÉ A LE CONTRÔLE DU FUTUR. CELUI QUI A LE CONTRÔLE DU PRÉSENT A LE CONTRÔLE DU PASSÉ. ». DANS SON ROMAN « 1984 », GEORGES ORWELL, NOUS AVERTIT SUR L'IMPORTANCE DE QUI RACONTE L'HISTOIRE. NOUS AVONS VOULU LE PRENDRE AU MOT DANS NOTRE PREMIÈRE RÉPONSE À L'URGENCE SANITAIRE DU CORONAVIRUS ET AU KRACH ÉCONOMIQUE SANS PRÉCÉDENT AUXQUELS NOUS DEVONS FAIRE FACE.**

---

La crise économique et sociale qui se déploie devant nous sera durable et verra une intensification du conflit entre ceux et celles qui ont tout et celles et ceux qui doivent faire face à la destruction de leurs conditions de vie. Nous choisissons de construire à partir de l'histoire des second.e.s. Nous avons donc récoltés les témoignages des personnes qui sont en première ligne face à la maladie et aux conséquences sociales des crises. Contrairement au discours dominant, nous ne sommes pas tou.te.s égaux.les face à la crise.

Si l'on écoute le gouvernement et le patronat, nous faisons face à une crise totalement inédite et imprévisible, difficile à contrôler malgré une gestion de crise "exemplaire" de Sophie Wilmes et des gouvernements en général. En outre, la pandémie serait l'unique cause d'une crise économique sans précédent. Cette dernière pèse sur les finances publiques et les voix s'élèvent déjà pour préparer les efforts à faire demain au nom de "l'unité nationale". Face à ces efforts, comme pour la lutte contre le COVID-19, nous serions tou.te.s dans le même bateau. Le refrain semble familier et nous rappelle

comment en 2008 l'explosion d'une bulle financière spéculative sans précédent était devenue « la crise des dettes souveraines » qui a justifié la mise en place du démantèlement accéléré des systèmes de protection sociale et de santé par-delà le monde.

La crise économique en cours a peut-être été déclenchée par la pandémie mais ses causes sont au cœur du système capitaliste qui n'est jamais sorti de la crise de 2008. La pandémie est aussi le résultat de l'exploitation de la nature et de l'homme au nom du profit. De la même façon, la crise sanitaire est elle aussi profondément marquée par des années de politiques en faveur des banques et des actionnaires contre les besoins des travailleur.euse.s et des peuples. Chaque

jour l'histoire de "l'union nationale qui fait ce qu'elle peut contre le virus" se fissure un peu plus, à l'image de la tragique et lamentable saga des masques. L'incapacité de nos États à répondre à l'urgence sanitaire est le produit d'années d'austérité budgétaire et de la destruction méthodique du secteur public – de santé notamment- au profit du privé. Non seulement nos gouvernements ont

**LA PANDÉMIE EST AUSSI LE RÉSULTAT DE L'EXPLOITATION DE LA NATURE ET DE L'HOMME AU NOM DU PROFIT.**

bien trop tardé à prendre la mesure du danger mais nous n'avons pas la capacité de tester correctement les cas suspects au point qu'il a fallu confiner tout le monde pendant une longue période. Pire encore, le personnel soignant en sous-effectif chronique depuis des années témoigne de comment on l'envoie combler les brèches – dans les hôpitaux, les maisons de retraites et les institutions de soins – sans le matériel médical le plus élémentaire : masques, vêtements protecteurs, gants, etc. Cette situation – qui

du jour au lendemain, voire 100% pour travailleur.euse.s précaires, informel. le.s, ou les sans-papiers. C'est dans ces témoignages que la crise sanitaire révèle l'étendue de la destruction et des inégalités sociales créées et alimentées par quarante ans de néolibéralisme. Le loyer, l'eau et l'énergie prennent immédiatement les plus précarisé.e.s à la gorge. Les dettes des plus précaires s'accumulent. Le mal-logement, c'est aussi l'enfer pour celles et ceux qui sont confiné.e.s dans des espaces trop petits,

**CES VÉCUS-LÀ PEUVENT PARFOIS ÊTRE CRUS, BRUTAUX. C'EST À LA HAUTEUR DU CHOC DE LA PANDÉMIE ET DE LA VIOLENCE DE LA CRISE SOCIALE.**

a certainement provoqué de nombreux malades et décès – n'est pas un accident mais la conséquence de milliards d'euros de coupes dans les soins de santé. Les dégâts auraient pu être limités si le gouvernement ne s'en était remis entièrement dans les mains avides et les "libres initiatives" du marché privé pour fournir en urgence les équipements et tests nécessaires, et s'il avait eu la décence de réinvestir d'urgence dans les soins. On sait ce qu'il en a été.

En parallèle, les témoignages affluent de travailleur.euse.s obligé.e.s de travailler sans pouvoir respecter les gestes élémentaires de protection, dans les supermarchés, la logistique ou le nettoyage en particulier. Grâce à l'argent des travailleur.euse.s, le chômage temporaire et économique, c'est la collectivité et la sécurité sociale qui ont absorbé la majorité du choc de la pandémie. Ici aussi, les témoignages affluent des abus et surtout des énormes difficultés auxquels doivent faire face les ménages qui perdent jusqu'à 30% de leurs revenus

bruyants, surpeuplés ou avec un conjoint violent. Les mesures publiques de soutien déplacent un peu le problème mais au final garantissent surtout la perception des loyers aux propriétaires. Pour les plus précarisé.e.s, comme les travailleur.euse.s sans-papiers licencié.e.s sans autre forme de procès, l'alimentaire s'ajoute au loyer. L'incapacité des femmes travailleuses domestiques à renvoyer de l'argent chez elles, renforce la dimension internationale de la crise sociale. Les sans-abris se retrouvent dans des rues vides seuls face à la maladie. Pour tou.te.s l'accès au matériel sanitaire de base est inabordable et/ou impossible.

Face à des espaces trop exigus ou sans abris, des conjoints violents, la nécessité de manger ou d'espérer travailler un peu, ce sont les plus précaires qui sont contraint.e.s de sortir dans l'espace public où ils-elles font face à la réponse répressive, parfois violente, de la police. Les amendes administratives, légalisées à la hâte par des pouvoirs spéciaux,

viennent empirer une réalité souvent désespérée. Délit de faciès et racisme alimentent une différence de traitement inacceptable selon que l'on habite à Woluwe ou à Anderlecht.

Ces vécus-là peuvent parfois être crus, brutaux. C'est à la hauteur du choc de la pandémie et de la violence de la crise sociale. Mais c'est aussi dans ces vécus-là que se révèlent les résistances du quotidien. C'est dans les contacts maintenus

que se sont organisés les groupes de solidarité qui ont cousu des masques, confectionné et distribué des colis alimentaires ou encore assisté celles et ceux qui subissent la fracture numérique. C'est sur les témoignages des problèmes de loyer que se structurent les appels à les baisser ou les suspendre. C'est sur base du travail des syndicats en première ligne pour le chômage temporaire que sont lancés les appels à un vrai soutien pour tous les travailleur.euse.s salariés, intérimaires, étudiants ou artistes. C'est à partir du vécu des travailleur.euse.s sans-papiers qui se retrouvent sans aucun revenu qu'émane à nouveau l'appel à leur régularisation. Alors que le gouvernement continue de livrer nos soins de santé à l'industrie pharmaceutique et déconfiner très vite au nom du retour au profit pour une minorité ; une majorité de personnes a organisé de véritables solidarités populaires matérielles et politiques avec les soignant-e-s, les travailleur.euse.s essentiel.le.s, les jeunes des quartiers, celles et ceux dans le besoin, les personnes sans-abris et sans papiers.

Ce Chou exceptionnel se veut un écho de ces vécus, invisibilisés par le discours « d'en haut ». Avec les confins, nous

## LE COVID19 AGIT COMME UN PUISSANT RÉVÉLATEUR ET ACCÉLÉRATEUR DES CONTRADICTIONS SOCIALES ET POLITIQUES DE NOTRE ÉPOQUE.

avons voulu contribuer à écrire l'histoire populaire du COVID-19 parce que c'est dans cette histoire-là, par « en bas », que se retrouve la légitime colère des soignant-e-s abandonnés et insulté-e-s, des travailleur.euse.s sacrifié-e-s sur l'autel du profit, de celles et ceux qu'on licenciera demain, des travailleuses domestiques abandonné.e.s par leurs « familles », des personnes âgées, des sans abri, sans emploi, sans papiers livrés à l'épidémie... Nos organisations devront être en phase avec cette colère. Pouvoir donner corps aux revendications pour le refinancement des soins de santé, pour des salaires à la hauteur du rôle essentiel des nettoyeur.euse.s et caissier.e.s, pour la

garantie d'un logement digne à tou.te.s. Pour ne plus se refaire bercer, comme en 2008 par les appels à "moraliser" le capitalisme, le rendre "plus durable, plus juste, plus sain"...et voir ensuite revenir l'austérité des banques et du patronat. Le Covid19 agit comme un puissant révélateur et accélérateur des contradictions sociales et politiques de notre époque. Aujourd'hui, nous faisons les comptes, pour une contre-histoire, notre histoire collective, qui puisse nous servir à préparer nos actions collectives : nous refusons de payer – encore une fois – cette crise.

# LES CONFINES

RÉSISTANCE AU QUOTIDIEN

Découvrez l'ensemble des témoignages sur les réseaux sociaux



---

Elle n'existe pas Mona  
Elle est un cri de guerre conjugué au féminin  
Elle est une écorce brûlée,  
sous les bombardements fratricides  
Elle est une mère des disparus,  
à même l'amour sanguin  
Elle est ta bouche, clouée à la peur  
L'ineffable visage d'un génocide

Elle est une folle,  
une putain,  
une salope,  
une taularde,  
une chômeuse,  
une camée,  
Elle est un type à part,  
entre deux tirs groupés

Elle est une brebis égarée,  
aux aguets des foudres ou une gitane  
Elle est quatorze millions de morceaux de femmes  
Elle est mémoire vaincue,  
colline, forêt, montagne  
Elle est avalanche de doute,  
nécessité de rire affamé,  
Tout ce que tu redoutes,  
ta sensibilité avalée

M

O

N

A

Elle est rage,  
poudre,  
sang,  
drame  
Ton cœur irradié cent fois

Elle est ta gueule blafarde sous les néons multicolores  
Elle est miroir  
Elle est ta peau maquillée de puce digitale  
Elle est mauvaise herbe vomissant les trottoirs  
Les exhortations chirurgicales à l'ordre social  
Elle est une lèvre bleue vociférant les foules accélérées  
Elle est une grande fête ensorcelée  
Elle est une insulte échouée dans les filets de l'institution démocratique  
Un jeune sur une rue butée par trois flics  
Elle est tremblement de visage dans un hôpital psychiatrique  
Elle est un quartier détruit sous les temples des technocrates  
L'abondance servie de ces foutues matraques  
Elle est une poésie morte sur un parking jonché de seringues  
Un rêve  
Un rêve, noué dans une corde et sa plainte  
Elle est des noms multiples balafrant les nations et leurs frontières  
Les braises,  
Les braises de cent et sept papiers destinés à ton cul  
que te réclament les allocations policières

---

# DES CONFINIS AU CŒUR DE LA FABRIQUE SOCIALE

Gilles Maufroy

---

« Courage. Samen sterk », pouvait-on lire récemment sur la pelouse du château de Laeken, dans un message adressé par la monarchie belge à la population. Un message qui a été rapidement repris et parodié sur les réseaux sociaux, les internautes n'ayant pas manqué l'ironie du symbole : « Courage dans vos 20m<sup>2</sup> ! », « Et si vous n'avez pas de pain, mangez de la brioche ! », avons-nous pu lire notamment.

Effectivement, cette idée que nous serions « tou.te.s ensemble, dans le même bateau » est l'un des mythes les plus martelés dans les discours du gouvernement, de certains médias people [1] et des publicitaires d'entreprises privées [2] depuis le début de la crise du Covid-19. Un slogan faussement de bon sens : si un virus contamine tout qui il peut au sein des populations humaines, qu'on s'appelle Boris Johnson, Marianne Faithfull, ou que l'on soit infirmière ou magasinier du Colruyt... Sans oublier les réfugié.e.s parqué.e.s dans des camps inhumains aux frontières de l'Union européenne. Si le Covid-19 met crûment en lumière la nécessité vitale de la solidarité humaine pour le combattre... nous ne sommes pas tou.te.s confiné.e.s à la même enseigne. Loin s'en faut.

## PRÉCARITÉS ET CONFINEMENT

Le confinement est la mesure phare de la plupart des gouvernements du monde pour lutter contre la pandémie. Cette mesure apparaît d'autant plus inévitable que le secteur de la santé a été fortement endommagé par des politiques néolibérales destructrices depuis une bonne trentaine d'années. Elle agit toutefois comme un puissant révélateur des inégalités qui traversent notre société, celle d'un pays capitaliste « avancé » de l'an 2020. Et ces inégalités génèrent des violences multiples — sociales, physiques, psychiques — pour de larges couches de la population, notamment dans les grandes villes comme Bruxelles.

Le MOC de Bruxelles et ses organisations (CSC, Mutualités chrétiennes, Vie féminine, Équipes populaires et JOC) avaient entamé, avant l'éclatement de cette crise, une réflexion sur la précarisation grandissante du travail et de la vie dans la capitale. Cette précarisation se manifeste aussi pour nous comme une relégation d'un nombre croissant de personnes aux marges, aux confins de la société, jusqu'au cœur du monde du travail.

En tant qu'organisations, fruits de l'histoire du mouvement ouvrier, de la classe travailleuse, cette

évolution nous a poussées à chercher, à comprendre ce qui vit et s'organise en périphérie et au-delà de nos organisations. En effet, si le mouvement ouvrier veut continuer à jouer un rôle déterminant dans l'évolution de la société, il doit répondre aux besoins et intégrer les luttes des populations marginalisées par ces décennies de coups portés à la Sécurité sociale et aux services publics, ainsi que par un racisme et un sexisme struc-

turels. D'autant que ces marges ne sont plus tellement marginales, puisqu'elles comprennent aujourd'hui une partie importante du monde du travail post-fordiste.

En nous inspirant des méthodes de « l'enquête ouvrière » [3], nous avons abordé le tournant actuel en écoutant les publics les plus précaires avec lesquels nous militons : travailleur.se.s sans-papiers, personnes mal logées ou sans-abri, jeunes précaires, intérimaires et « ubérisés », caissières, etc.

Ils et elles nous ont alertés sur les problèmes aigus qui les ont saisi.e.s sans crier gare. Leur condition sociale les expose, en effet, plus que d'autres au virus : comment payer par carte bancaire quand on n'a pas de compte en banque ? Comment respecter des règles de distanciation sociale et d'hygiène quand on vit à dix dans un logement insalubre prévu pour trois personnes ? Comment s'en sortir sans revenu ? Comment oser sortir faire les courses, ou même mendier, quand la présence policière est renforcée et qu'on a peur non pas d'une amende, mais d'une arrestation, voire d'une détention en centre fermé ? Il nous est permis de

douter que le roi Philippe, par exemple, ait des préoccupations de ce genre, confiné dans son château familial.

Dans « Les Confins », nous lisons, par exemple, le témoignage de F., sans-papiers : « Tous les sans-papiers maintenant ont encore plus peur de sortir que d'habitude, ils sont peur de choper le virus et de ne pas avoir le droit d'être soigné. Beaucoup n'appellent même pas le médecin traitant ou ne veulent pas

se rendre à l'hôpital ou se faire dépister par peur d'être expulsé. On a besoin d'un soutien matériel et psychologique à la maison, particulièrement dans les squats. Je pense fort à mes amis et mes camarades qui sont là-bas. » F. vit dans un appartement. Un ami avec qui il lutte depuis plusieurs années a été hospitalisé avec le Covid-19, dans un état critique.

Mariane, sans-papiers également, est arrivée il y a quatre ans à Bruxelles. Elle a toujours eu du travail. Jusqu'à la semaine dernière, « tout allait bien », disait-elle. Elle s'occupait d'un bébé pour un jeune couple qui a un restaurant dans un quartier chic : « They're very nice, they pay ok ». Elle habitait jusqu'à mercredi dernier chez eux, du mercredi au dimanche. Le lundi et le mardi, elle rentrait chez elle. Mais voilà, le coronavirus a fait son entrée fulgurante et la situation a basculé du jour au lendemain. Ses patrons sont partis en Suisse pour le confinement, sans rien lui laisser. « Il ne me reste que 5 euros sur mon compte bancaire. J'ai tellement honte de demander de l'aide. J'étais si fière d'envoyer de l'argent à mes enfants, avec mon argent. Mes patrons sont partis en Suisse. Je ne sais pas comment je vais payer mon loyer, il est de 615 euros. Je suis seule, il me reste un paquet de pâtes... »

Edouardo, quant à lui, est sans-abri : « Je dors habituellement dans un parc à Etterbeek, mais maintenant il est fermé, du coup j'ai bougé à Mérode. On m'a dit qu'y avait un hôtel où les sans-abris pouvaient aller, mais je ne connais pas l'adresse. Tu pourras me la donner ? [...] Moralement, je suis dégoûté, y a plus personne dans les rues. Pour me nourrir, je continue à recevoir les colis du CPAS donc de ce côté-là, ça va. Pour l'eau ? Je vais dans les stations de métro, aux bornes de pompiers. Y a entre trente et soixante personnes par station de mé-

**FACE À CES APPELS À L'AIDE  
ET CES CRIS DE COLÈRE,  
IL S'AGIT POUR NOUS  
À LA FOIS DE TROUVER  
DES SOLUTIONS  
AUX URGENCES IMMÉDIATES.**







tro ! On peut facilement se choper le virus. C'est pour ça, c'est mieux à l'hôtel, je suis plus tranquille, et puis je peux faire mes papiers... » L'hôtel où Edouardo pensait se réfugier était complet.

Le témoignage de Sven laisse entendre son indignation : « Et encore maintenant il y a des hôtels qui sont vides. Il faut des toits permanents. Que ça change ! C'est bien qu'il y ait des associatifs et des bénévoles, mais c'est aux politiciens d'agir. Et les choix qui sont faits ne sont pas à la hauteur. Ils étaient pas préparés : pas de tests, pas les outils, pas les gens, pas les masques. C'est le cheval qui se trouve à l'arrière du chariot. Les colis alimentaires c'est bien, mais c'est une goutte dans la mer. J'en reçois de ma famille et je vais deux fois par semaine voir les fruitiers pour récupérer des invendus. Maintenant c'est pas très différent pour nous les exclus, pas différent de la solitude de d'habitude. »

Face à ces appels à l'aide et ces cris de colère, il s'agit pour nous de trouver des solutions aux urgences immédiates, qui ne sont pas soulagées par des mots, aux questions matérielles et concrètes (négocier une baisse ou un report de loyer, trouver un lieu d'hébergement, organiser la livraison de colis alimentaires, etc.), mais en même temps de ne pas laisser de côté ni l'interpellation politique des pouvoirs publics face à leurs responsabilités ici et maintenant ni la réflexion de fond sur les mobilisations sociales du futur et le projet de société qu'elles porteront. Le point de départ est donc de rendre à ces voix « d'en bas » leur juste place, l'écho nécessaire, pour briser le trompe l'œil du « tous dans le même bateau », qui voudrait effacer d'un coup les fautes politiques du passé, la violence du présent et les menaces sur notre avenir.

## UN NOUVEAU PROJET

Ce lundi 6 avril 2020, nous avons donc démarré un projet entièrement consacré aux récits écrits et sonores des personnes touchées par les réalités et inégalités sociales structurelles exacerbées sous confinement, des récits récoltés par nos différentes organisations et groupes constitutifs, tels que le Comité des travailleur.se.s migrant.e.s avec et sans-papiers de la CSC ou la Ligue des travailleuses domestiques. Témoignages, lectures de lettres, dialogues sont ainsi réunis dans des carnets de bord du confinement, pour donner corps et voix à ces histoires de tous les jours, révélatrices des nécessités criantes sur le terrain et des résistances quotidiennes des classes populaires. Nous avons intitulé ce projet « Les Confins, résistance au quotidien » et l'avons rendu disponible sur Instagram, Twitter et Facebook . À travers cette initiative,

### DEMAIN, NOUS, MONDE DU, TRAVAIL, FERONS LES COMPTES ET NOUS NE DEVRONS PAS OUBLIER.

nous voulons d'abord maintenir du lien social, apporter du soutien moral, recueillir les demandes pratiques, permettre aux « invisibilisé.e.s » de se raconter eux et elles-mêmes. De là, nous donnons corps à un autre discours sur cette crise multiforme ainsi que des revendications (des papiers, un toit, un revenu décent pour tou.te.s, une économie qui met au centre les besoins vitaux, etc.) pour les luttes qui vivent déjà là sous la surface et qui vont inévitablement émerger avec le déconfinement et la récession.

Nous avons été convaincu.e.s, après débat, de lancer un appel aux dons (voir ci-dessous) pour soutenir les plus précaires de nos publics : les travailleur.se.s sans-papiers qui se sont retrouvé.e.s sans revenu face à leur propriétaire. En cette période de perte sèche de revenus

pour de larges parties de la population, plus en plus d'appels aux dons circulent, notamment pour des sans-papiers, mais aussi bien d'autres sur toutes les thématiques possibles. Tout comme la solidarité concrète et spontanée, auto-organisée, qui s'est manifestée ces dernières semaines dans de nombreux quartiers, ou les applaudissements et slogans chaque soir, ces appels aux dons constituent à la fois une source d'espoir et de malaise.

D'espoir, parce que la générosité de nombre de travailleur.se.s et citoyen.ne.s ordinaires apporte une nouvelle preuve que nous pouvons être bien plus que les calculateurs individualistes dépeints par la pensée néolibérale. Que les travailleur.se.s, même confiné.e.s sont nombreux.ses à vouloir « faire quelque chose », à ne pas rester passif.ve.s.

De malaise, parce qu'il n'est pas question pour nous que la charité ou l'initiative privée dédouane les gouvernements en place qui nous ont mis dans cette situation. Quarante ans d'austérité, de globalisation néolibérale, de démantèlement de la Sécurité sociale et des services publics, de destruction des écosystèmes notamment dûe à l'agro-industrie, de règne du « flux tendu » et du « zéro stock », de prétendue loi du marché et de calculs égoïstes... Nous en récoltons à présent les fruits amers.

Demain, nous, monde du travail, ferons les comptes et nous ne devons pas oublier. L'ombre du dérèglement climatique plane déjà sur l'humanité. Le choc du Covid-19 doit nous donner la force pour répondre collectivement, par en bas, aux pouvoirs économiques et politiques qui ne nous offrent comme perspective que la peste de la crise sociale ou le choléra des pandémies et des crises écologiques. Le mouvement ouvrier aura un rôle important à jouer pour éviter le naufrage. Il ne pourra gagner qu'en s'alliant à d'autres mouvements sociaux : le mouvement féministe, qui a montré ces dernières années le rôle majeur des femmes dans le travail du soin, sous toutes ses

formes. Les mouvements écologistes et climatiques également, portés par la jeunesse et bien souvent par des femmes, qui tirent la sonnette d'alarme sur la nécessité de prendre en compte l'ensemble du vivant et des limites de la biosphère. Les mouvements antiracistes et de solidarité internationale enfin, qui restent nos meilleurs remèdes face aux logiques prédatrices, néofascistes, guerrières et autoritaires... Des confins au cœur des secteurs vitaux, qui sont enfin vus comme tels, de nouvelles alliances sont appelées à naître.

[1] Comme Gael Magazine, Soir Mag, Ciné Télé Revue.

[2] Comme dans la vidéo de l'hypermarché Carrefour de Mons grands prés « Tous ensemble face au coronavirus ». <https://www.facebook.com/HypermarcheCarrefour-MonsGrandsPres/videos/256729245339729/>

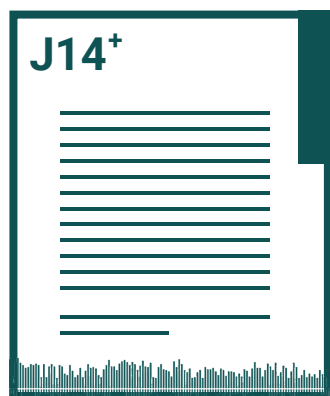
[3] L'enquête ouvrière, popularisée par Marx, part du principe que ce sont les travailleur.se.s qui construisent l'analyse de leurs conditions de travail par et pour eux-mêmes.

# TÉ MOI GNA GES

# J11<sup>+</sup>



DÉCOUPEZ LES TÉMOIGNAGES QUI VOUS RÉVOLTE



ou



ET COLLEZ LES À VOTRE FENÊTRE

NE LES LAISSONS PAS CONFINER NOTRE COLÈRE  
ET NOS REVENDICATIONS

**Edouardo.** « Je dors habituellement dans un parc à Etterbeek, mais maintenant il est fermé, du coup j'ai bougé à Mérode.

On m'a dit qu'y avait un hôtel où les sans-abris pouvaient aller mais je ne connais pas l'adresse.

Tu pourras me la donner?

Moralement, je suis dégoûté, y'a plus personne dans les rues.

Pour me nourrir, je continue à recevoir les colis du CPAS donc de ce côté-là, ça va. Pour l'eau? Je vais dans les stations de métro, aux bornes de pompiers. Y'a entre 30 et 60 personnes par station de métro! On peut facilement se choper le virus. C'est pour ça, c'est mieux à l'hôtel, je suis plus tranquille, et puis je peux faire mes papiers... »

NB : L'hôtel en question est complet.



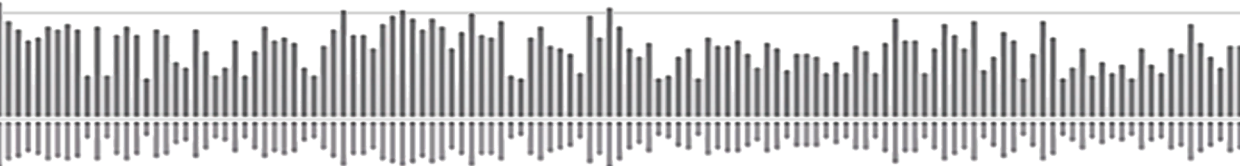
# J25<sup>+</sup>

*Abel. « Trouver les produits de première nécessité pour arriver à tenir le coup pendant le confinement devient la croix et la bannière ; les contrôles de police dans les rues n'arrangent rien ou n'encouragent pas les sans-papiers à sortir de leur confinement de peur de se faire contrôler par la police et d'être emmenés en centre fermé.*

*Le contact avec l'extérieur devient difficile notamment, avec les familles restées dans nos pays d'origine parce que les moyens ne suivent pas pour s'acheter une carte de crédit téléphonique afin de pouvoir prendre des nouvelles. Ce sont là, de manière non exhaustive les difficultés auxquelles sont confrontées les sans-papiers en temps de confinement. »*

MARDI 07 AVRIL 2020

**... LES CONTRÔLES DE POLICE DANS LES RUES  
N'ARRANGENT RIEN OU N'ENCOURAGENT  
PAS LES SANS-PAPIERS À SORTIR DE LEUR  
CONFINEMENT DE PEUR DE SE FAIRE  
CONTRÔLER PAR LA POLICE  
ET D'ÊTRE EMMENÉS EN CENTRE FERMÉ.**



# J14<sup>+</sup>

*L. « Le jour où le confinement a commencé je me suis sentie comme si je faisais le deuil de quelqu'un sans pouvoir voir le corps. Je sens que les gens ont changé. Toute nos vies ont changé. Maintenant on est enfermé. Tout est bloqué. Face à cette situation, tout le monde a pu se préparer. Nous, les sans-papiers, on n'a pas les moyens pour pouvoir se préparer. Je ne sais pas quoi faire. On croise les murs, dans la maison et dehors. J'ai peur de bouger. On se sent encore plus invisibles. Nous les sans-papiers, encore plus invisible qu'avant. »*

VENDREDI 27 MARS 2020

# J24<sup>+</sup>

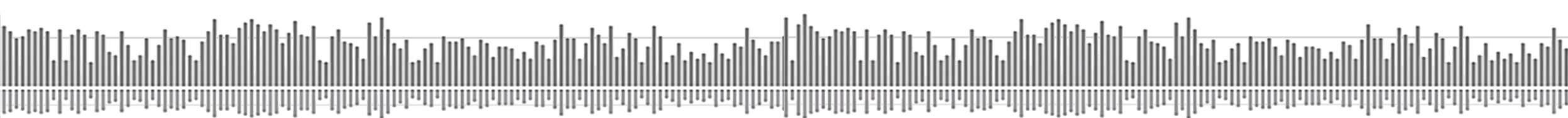
Rosetta. travaille pour le Groupe Delhaize.

*« Vendredi, nous avons enfin reçu des gels et des masques. C'est parce qu'on a fait grève que les masques sont arrivés. Sans notre grève, la direction se référait toujours à l'OMS mais c'était faire la politique de l'autruche tellement il était criant que ces masques et gants étaient nécessaires. À Mons, on leur avait promis des masques pour samedi, mais rien n'est arrivé.*

*De notre côté, nous avons désormais un garde qui permet de régler le flux des clients dans le magasin, un plexiglas devant les caisses, une personne qui se charge de nettoyer caddies, portes de frigos,... Nous sommes plus sereins qu'avant, mais une certaine anxiété continue de régner. Nous accueillons 1200-1500 clients par jour.*

*Au-delà de ça, nous faisons face à un absentéisme allant de 20 à 40%. Beaucoup d'intérimaires sont engagés pour pallier à ce manque. Il y a beaucoup de mouvements. A la fin de la journée, nous rentrons chez nous exténués, autant par le travail que par la charge psychologique due au stress.»*

LUNDI 06 AVRIL 2020



# J25<sup>+</sup>

MARDI 07 AVRIL 2020

Evelyne. travaille comme déléguée syndicale dans un hôpital privé.

« Premier constat : là où la concertation sociale est forte, la situation est correcte. A l'inverse, ça se passe très mal là où les directions ont tendance à dénigrer les délégués syndicaux. Bon nombre de travailleurs me disent aujourd'hui comprendre l'importance d'un syndicat.

Deuxième constat : on a besoin de personnel médical, et pourtant certains d'entre eux se trouvent en chômage temporaire ! N'aurait-on pas pu opérer un glissement des tâches, et permettre une solidarité entre différents secteurs médicaux ? Aujourd'hui, c'est vraiment très dur. Le personnel doit tout gérer en même temps.

Le personnel est à bout. A genoux. Et lorsque cette crise se tassera et que tout le monde devra récupérer d'avoir tant donné, que se passera-t-il ? Ma crainte est que certaines directions d'hôpitaux, qui fonctionnent dans l'optique de générer des profits et qui font passer la rentabilité avant tout, vont vouloir rattraper le temps perdu et vont demander de remettre les bouchées doubles. Si ça arrive, il y aura un risque énorme d'épuisements, de démissions, de burn-outs et de déprimés. Il va y avoir une rupture totale entre les attentes de rentabilité et la réalité du terrain. »

# J20<sup>+</sup>

JEUDI 02 AVRIL 2020

Albane. est française  
Elle étudie depuis 3 ans à Louvain-La-Neuve.

« Je me suis toujours débrouillée pour travailler et m'assumer en Belgique. Depuis la fermeture de mon établissement de travail étudiant, je me retrouve dans une situation critique. Le mode survie est activé.

Financièrement d'une part, car si je me retrouve sans salaire ; le loyer, les factures, les courses et mon emprunt étudiant à rembourser sont, eux, toujours bien présents. Au total, je dois faire face à une ardoise de 1200€ par mois. Mon propriétaire ne veut rien entendre et exige l'entièreté de son loyer dans un délai de 10 jours maximum. Mon patron ne peut pas me payer pour l'instant mais m'a donné un sac de nourriture à la fermeture du restaurant pour m'aider un peu.

Psychologiquement d'autre part, car je vis cette situation seule, enfermée, et loin de ma famille vivant en France. Je sens mon moral baisser et mes nuits sont de plus en plus courtes. Aujourd'hui, je ne sais plus vers qui me tourner. »

## LETTRE #03

### MARS 30

Bonjour à vous tous !

Je m'appelle Maria

J'ai juste une petite histoire à propos de ma situation, la même que celle des personnes qui luttent contre la crise et qui essaient de survivre sans travail, sans salaire et bien sûr sans chômage temporaire. Ce n'est pas la même chose avec les travailleurs qui ont des papiers légaux et un permis de travail...

Qui vous a dit de travailler en Belgique ? Personne, mais nous prenons le risque de voyager en tant que travailleurs d'outre mer pour aider notre famille. Ma famille, mes enfants pour leur donner un bon avenir, pour soutenir leurs besoins, paiement dans les écoles, projets dans les écoles, nourriture, allocation, vêtements, etc. C'est pourquoi nous sommes ici en Belgique, même si c'est très dur pour nous d'être loin d'eux. Je ne pense qu'au jour où je serai avec mes enfants, ma famille et que ce jour nous pourrons nous serrer dans les bras et rire ensemble.

J'ai travaillé comme aide auprès de la famille diplomatique pendant 7 ans, mais après

cela, mon contrat s'est terminé. Heureusement, j'ai pu continuer à travailler ici en Belgique tant que j'avais quelqu'un pour continuer mon permis de travail. J'ai essayé de traiter tous mes documents mais j'ai été refusée plusieurs fois. Je suis donc devenue l'une des personnes immigrées sans-papiers pendant un an.

Dans cette situation de coronavirus, pour les immigrés sans papiers comme moi, il est difficile de dire que nous pouvons survivre sans permis de travail. Pas de travail, pas de salaire, pas de chômage, pas de nourriture, pas de salaire pour louer l'appartement, pas d'envoi d'argent pour subvenir aux besoins de nos enfants, mes enfants.

Maria

# J38<sup>+</sup>

LUNDI 20 AVRIL 2020

**Anonyme.**

*« Je suis ouvrier d'industrie. Depuis le début du confinement et jusqu'à la semaine dernière, je suis allé travailler. N'ayant aucune solution sûre pour garder ma fille âgée de quelques mois à peine, j'ai demandé à être mis en chômage temporaire afin de m'occuper d'elle pour une durée indéterminée. Le jour même, je reçois un appel de mon supérieur, me demandant de revenir travailler dès lundi.*

*Je lui dis qu'il m'est toujours impossible de faire garder ma fille de manière sûre pour l'instant. Il me répond – pas content – que tout le personnel se débrouille pour pouvoir venir travailler ; et il me laisse sous-entendre qu'il pourrait y avoir des sanctions. Comment trouver une solution pour pouvoir m'occuper de ma fille sans être sanctionné ? »*

# J21<sup>+</sup>

VENDREDI 03 AVRIL 2020

**Wojciech. travaille en maison de repos.**

*« Le personnel des maisons de repos est clairement considéré comme personnel de seconde zone. Insuffisance de tabliers, masques, protections, pas de primes de risques, pas de tests COVID-19. On ne sait même pas qui est malade, on nage constamment dans l'inconnu. Tout le personnel en première ligne devrait bénéficier des mêmes mesures, et pas que les hôpitaux...*

*On se retrouve à fabriquer nous-mêmes des masques en tissu. La direction nous culpabilise : "C'est votre vocation, vous devez en assumer les conséquences." Mais où en est-on ?! Il nous faut du matériel de protection ! Demande-t-on à un pompier d'aller éteindre un feu en sous-vêtements et muni d'un simple seau d'eau ? Si nous imposons un arrêt de travail pour protester, nous prenons les patients en otage. Il faut bien s'occuper d'eux. »*



# J17<sup>+</sup>

LUNDI 30 MARS 2020

**Dominique.**

*« Y'a de plus en plus de gens ici qui viennent passer la journée. Des personnes que j'ai jamais vues. Tu penses bien qu'ils galèrent. Eux aussi, ils viennent sûrement profiter des distributions. »*

*La situation sanitaire s'améliore un petit peu.*

*Depuis aujourd'hui, les toilettes sont réouvertes : 2h le matin, 2h le soir. Après faut faire le choix de sacrifier une manche maigre pour aller aux WC. Aujourd'hui, c'est quasi la moitié d'une manche. Faut pas être malade mais y'a moyen de se laver en payant. »*

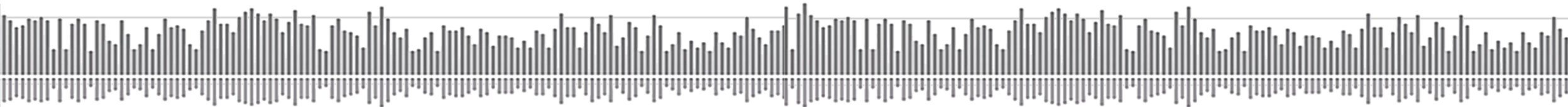
# J39<sup>+</sup>

MARDI 21 AVRIL 2020

**Jackie.**

*« Non y'a plus de courses organisées entre voisins. Les deux responsables se sont disputés, ils se sont traités de voleurs. J'ai arrêté, plus rien ne s'organise... C'étaient les seuls avec une voiture, moi je ne peux pas faire pour tout le monde! Certaines personnes du coup font leurs courses elles-mêmes maintenant. Moi, je fais les courses pour mes voisins de palier mais je peux pas plus. »*

*Ça m'inquiète le loyer qu'on paye. José Garcia, du Syndicat des Locataires, il invite à faire grève de 25% de son loyer. Je trouve que c'est nécessaire! Pour le social et pour le privé. Mais attention, si on se défend pas avec des avocats, on est marron, hein! Après, faire comme en Allemagne par exemple ici ça marchera pas. »*



## LETTRE #04

### 27 MARS

Chère Jenny,

Comme je te l'avais déjà écrit, je suis arrivée à Bruxelles il y a 6 mois avec ma petite fille de 9 ans, avec nos valises pleines de rêves à la recherche d'une meilleure qualité de vie. Elle voulait apprendre plusieurs langues et connaître d'autres cultures ; mais nous avons surtout fui les plus hauts niveaux de corruption, de criminalité et

d'insécurité qui avaient infestés le quartier où nous vivions (considéré comme l'un des plus dangereux de la capitale), la vie dans notre pays bien-aimé était trop chère et même si je suis une professionnelle et que j'avais un emploi sûr, les perspectives d'avenir n'étaient pas très encourageantes, d'autant plus que j'étais une mère célibataire. Ma sœur et sa famille (qui est venue il y a quelques mois) nous ont accueillies dans leur appartement et nous ont apporté un soutien financier complet. Il n'a pas été facile de trouver un emploi, le principal obstacle est la langue ; mais j'en ai finalement obtenu un cette année (en m'occupant d'un bébé).

Depuis notre arrivée, j'étais heureuse de voir ma fille et mes neveux progresser à l'école ; entre ma sœur, mon beau-frère et

moi, nous pouvions couvrir les dépenses mensuelles.

Tout cela semblait très encourageant, mais soudain nos rêves ont été anéantis. Jenny, la pandémie ne fait pas que causer des décès dans le monde entier, elle tue aussi l'économie des plus pauvres, ainsi que nous, les migrants sans papiers, qui sommes en situation irrégulière dans ce pays et qui avons été renvoyés à la maison par nos employeurs à partir du 13 mars et jusqu'à nouvel ordre. Dans mon cas, mes employeurs ne m'ont même pas appelée pour me demander comment j'allais, si j'avais besoin de quelque chose, si j'avais de la nourriture. Pourtant, ils connaissent bien ma situation. Ils savent aussi que j'ai une petite fille.

C'est à partir de là que commence notre cauchemar, car tout le temps où nous ne travaillons pas ne sera pas payé, le peu d'argent dont nous disposons s'épuise en achats alimentaires ; de plus, la panique s'est emparée de la plupart des supermarchés et des établissements qui n'acceptent pas

l'argent liquide. On ne peut y acheter qu'avec des cartes de crédit, ce que nous n'avons pas vu notre situation illégale dans le pays.

Je commence à désespérer non seulement à cause du virus mais aussi de la façon dont nous pourrions survivre sans argent, sans pouvoir envoyer une pension alimentaire à ceux que nous laissons dans notre pays d'origine et qui dépendent de nous ; comme tu le sais, j'ai ma mère qui a 69 ans, dont l'âge la rend vulnérable à ce virus et je crains beaucoup pour sa santé, et dans le cas de ma sœur, son fils, qui lorsqu'il a atteint sa majorité en Belgique, ne pouvait pas étudier ici et a voyagé en Espagne, un pays où il étudie et vit avec l'argent que ses parents lui envoient chaque mois.

Mon amie, je n'ai pas l'intention de t'inquiéter ; je veux juste me défouler et libérer la tristesse que je ressens en voyant tant d'indifférence, de manque d'empathie et de solidarité de la part de ceux qui ont la possibilité d'aider et qui ne le font pas.

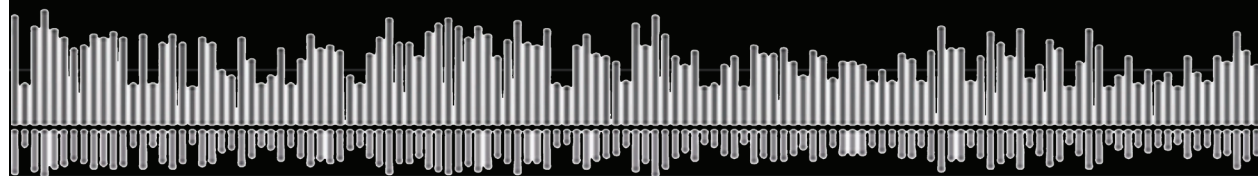
**J'AVAIS 39 DE FIÈVRE  
ALORS ILS M'ONT DIT  
QU'IL FALLAIT QU'ON ME GARDE.  
JE NE POUVAIS PLUS RETOURNER  
DANS MA CHAMBRE AVEC LES GENS  
PARCE QUE C'EST DANGEREUX.  
ILS M'ONT MIS EN ISOLEMENT  
EN BAS TOUT SEUL**

# J15<sup>+</sup>

**Vottem. Centre fermé**

*« Je suis tombé malade dimanche [le 22 mars 2020] dernier. À 9h45, j'ai dit à l'infirmière que j'étais pas bien, j'avais mal à tête, je tremblais, j'ai mon corps qui était très chaud. Elle a pris note, elle est partie et elle m'a rien dit. À partir de 15h30-16h, ça a commencé à devenir vraiment grave [...] Dans ma chambre, un ami à côté qui est parti crier sur eux [le personnel du centre fermé] et il leur a dit : 'Il est malade, pourquoi vous le laissez seul comme ça ? [...] J'avais 39 de fièvre alors ils m'ont dit qu'il fallait qu'on me garde. Je ne pouvais plus retourner dans ma chambre avec les gens parce que c'est dangereux. Ils m'ont mis en isolement en bas tout seul [...] »*

**L'homme interviewé n'a pas vu de médecin durant la durée de son isolement médical. Il sera reconduit dans l'aile commune, en contact avec les autres détenu.e.s**





© Pierre Vanneste

**Abonnement** Chou de Bruxelles  
10 € / an sur le compte BE74 7995 5015 5407  
mention «abonnement au Chou»

**Éditeur responsable** Thomas Englert  
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles  
info@mocbxl.be

**Impression** CF2m ASBL  
avenue du Parc, 87-89  
1060 Bruxelles



Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission Communautaire  
Française de la Région de Bruxelles Capitale

**culture.be**

